

Interview de JFC dans ParisBerlin

Septembre 2010

Le grand entretien avec le Président du groupe UMP

Jean-François Copé est l'homme du moment pour la relation franco-allemande. Il prône un G2 entre la France et l'Allemagne. Avec ce projet, on peut le voir sur toutes les chaînes de télévision françaises. Dans le cadre de son parti et avec son "think tank" Génération France, il initie de nombreux projets de coopération entre les deux pays. Il nous présente ses idées de l'avenir du couple franco-allemand.

ParisBerlin : La crise a ébranlé l'Europe et le couple franco-allemand. Comment jugez-vous aujourd'hui la situation ?

Jean François Copé : Je le dis et je le répète : compte-tenu de la gravité de cette crise qui agit comme un révélateur, il est vital de reconstituer un axe franco-allemand fort et de proposer une démarche nouvelle et plus ambitieuse dans ce domaine. Il me paraît en effet indispensable, afin d'éviter un scénario du déclin où la Chine et les Etats-Unis s'arrangeraient sans nous consulter, d'avoir nous aussi notre G2, formé de la France et de l'Allemagne, pour pouvoir peser davantage au plan économique et politique et tirer parti de nos complémentarités.

PB : Comment ?

Pour que ce G2 ait du sens, il faut dépasser les commémorations patriotiques et les bonnes relations politiques, même si elles sont indispensables. Il faut progressivement mettre en place une véritable convergence en matière politique, économique, industrielle, agricole, environnementale... Ensemble, notre poids est tel dans l'Union européenne – le tiers de la population et du PIB de l'Union, la moitié de celui de la zone euro- que nous en sommes à la fois le centre, le moteur et les piliers. Et c'est pareil au niveau global : on l'oublie trop souvent,

mais la France et l'Allemagne combinées, c'est la deuxième puissance économique mondiale, loin devant la Chine, avec un PIB de 6,5 trillions de dollars et même la deuxième puissance militaire mondiale, en termes de moyens budgétaires ! Autant de raisons pour aller de l'avant.

PB : Mais revendiquant un axe franco-allemand fort, vous n'avez pas peur que certains pays européens décrochent ?

J.-F. C. : Certains suivront, d'autres pas. Ce n'est pas pour exclure les autres états membres, mais on sait, après avoir essayé d'autres formules, qu'on revient toujours à l'axe franco-allemand. Ces cinquante dernières années, la relation franco-allemande a d'ailleurs été à l'origine de toutes les avancées de l'Europe. De la Communauté européenne du charbon et de l'acier, à la monnaie commune, en passant par le traité de Rome, les accords de Schengen, Eureka, etc., la feuille de route a toujours été la même : la France et l'Allemagne proposaient ensemble un progrès pour l'Europe : les autres États, y voyant leurs intérêts, finissaient le plus souvent par suivre. Mais la réalité, c'est que ce moteur manque aujourd'hui de puissance, et que c'est à la France de donner des gages à l'Allemagne. Depuis une quinzaine d'années, les Allemands ont en effet pris des décisions en matière de politique budgétaire et économique beaucoup plus adaptées. Des efforts ont été demandé aux Allemands, pas aux Français. D'où la trop forte divergence de nos économies, en plus des différences historiques de modèle, qu'il faut faire évoluer.

PB : Comment faire alors pour que nos deux économies se rapprochent ?

J.-F. C. : Les trois moteurs de la croissance sont les exportations, l'investissement et la consommation. Le modèle de croissance français s'appuie essentiellement sur la consommation, tandis que la croissance allemande se base sur les investissements et les exportations, c'est-à-dire la conquête des marchés, avec un travail sur la compétitivité, l'innovation, la qualité des produits.

En France, le « capitalisme étatique » a montré son intérêt comme ses limites. Nous avons davantage de très grandes entreprises, beaucoup de très petites, mais nous n'avons pas d'entreprises moyennes. En Allemagne il existe un réel patriotisme économique. Le « Mittelstand » qui désigne l'ensemble des entreprises moyennes travaille de concert avec les grandes entreprises. Le résultat est simple. Il se créent de véritables synergies autour d'un travail commun basé sur la quête commune de marchés extérieurs. Aujourd'hui, je souhaite orienter notre pays vers cette stratégie politique et économique.

PB : Il existe aujourd'hui une fracture profonde entre les entreprises françaises et allemandes. Tous les clubs d'affaires franco-allemands constatent que de plus en plus, l'Allemagne se tourne vers l'Est, vers la Russie, et non plus vers nous.

J.-F. C. : On ne peut pas créer l'Union pour la Méditerranée et reprocher aux Allemands de se tourner vers l'Est. Les Français n'ont qu'à se tourner eux aussi vers l'Est. Qu'il y ait une relation privilégiée entre Berlin et Moscou, c'est vrai, mais il ne faut pas sous-estimer la relation entre Paris et Moscou non plus, basée sur l'histoire. Elle est excellente et a vocation à se développer, mais c'est un autre sujet. Paris-Berlin, c'est le moteur de l'Europe. Berlin-Moscou, Paris-Moscou ce sont des partenariats denses, intelligents, nécessaires.

PB : Pour vous, le modèle allemand est un modèle à reproduire ?

J.-F. C. : Chacun doit conserver son identité mais il y a certainement de bonnes choses à importer d'Allemagne. Depuis une quinzaine d'années, l'Allemagne a fait un choix global que la France n'a pas voulu suivre. Aujourd'hui, la différence est telle, notamment en matière de finances publiques –avec un déficit public de 5% du PIB pour l'Allemagne contre 8% pour nous- que nous avons désormais la responsabilité de produire les efforts nécessaires pour nous remettre à niveau. L'Allemagne a amélioré sa compétitivité par des réformes structurelles de grande ampleur en matière d'emploi et de retraites, a mis l'accent sur l'investissement et les exportations. Pendant ce temps, nous avons suivi une politique économique axée sur la consommation financée par les dépenses publiques alors que nous savons bien que rien ne sert d'inciter à consommer ce qu'on ne peut produire, sauf à favoriser les importations. C'est d'ailleurs précisément ce qui s'est produit: l'Allemagne a enregistré un excédent commercial de 136 milliards d'euros en 200 et la France un déficit de 43 milliards d'euros.

PB : Pourtant les modèles français et allemands s'opposent structurellement, y compris notre centralisme par rapport au fédéralisme. Beaucoup de gens pensent qu'ils sont absolument inconciliables.

J.-F. C. : Il n'y a aucune incompatibilité à faire travailler ensemble un modèle fédéral et un modèle centralisé s'il y a une convergence des politiques publiques au niveau national. Je pense même que cette opposition de modèle est une chance, car nos atouts sont complémentaires et nos faiblesses se compensent: démographie, créativité, énergie nucléaire, espace méditerranéen pour la France, emploi des jeunes, orthodoxie financière, énergies vertes, influence en Europe centrale et orientale pour l'Allemagne.

PB : Nous partageons votre opinion sur le modèle économique allemand, mais l'état du système social allemand est très différent. L'Allemagne a de vrais problèmes, notamment structurels (démographie, montée de la pauvreté, problèmes de minorités, etc.). Nous avons évité cela en France. Qu'est ce que les Allemands pourraient reprendre de notre modèle ?

J.-F. C. : Je pense par exemple que la politique familiale française est excellente et que les Allemands gagneraient à s'en inspirer. J'ai d'ailleurs proposé à mes homologues outre-rhin de travailler ensemble sur cette question. Mais nous avons décidé récemment d'aller beaucoup plus loin que ces simples échanges de bonne pratiques. Afin de favoriser la convergence de nos politiques que je souhaite, nous sommes en train d'élaborer, avec mes amis députés allemands du groupe majoritaire, la première « loi franco-allemande » qui sera adoptée le même jour dans les mêmes termes dans les deux assemblées. Car l'Assemblée nationale et le Bundestag ont aussi un rôle à jouer, en parallèle du développement des relations économiques ou intergouvernementales.

PB : Dès qu'on parle d'un rapprochement avec le modèle allemand, les Français pensent à la retraite à 67 ans !

J.-F. C. : 67 ans c'est la date limite de départ à taux plein en Allemagne, qui a dû prendre des mesures dès 2001 compte tenu de sa démographie vieillissante. En raison de la baisse du montant des pensions versées par le régime général, on a tout d'abord incité les Allemands à se constituer une épargne retraite complémentaire en faisant appel à des organismes privés. Puis, en 2004, on a mis en place un ratio afin de retarder les départs à la retraite : plus l'augmentation du nombre de retraités par rapport à celui des actifs est grande, moins la revalorisation des retraites est importante. Tout cela accompagné de mesures fortes, l'« Initiative 50 plus » qui ont permis aux personnes de plus de 50 ans de retrouver un travail plus facilement grâce à des subventions, notamment patronales. L'Allemagne a donc fait le choix de sacrifier le montant des pensions au profit de la maîtrise du coût du travail et des déficits publics. En France, la situation est différente même si tout le monde est conscient qu'il va falloir travailler plus à l'avenir, à mesure que la vie s'allonge. Nous avons écarté la possibilité de faire baisser les retraites alors que le minimum vieillesse est déjà faible mais nous n'échapperons pas à une réforme d'ampleur.

PB : Ce système des retraites a donc un coût social.

J.F. C. : Ce système d'aide associe aux droits des chômeurs des devoirs exigeants pour pousser à tout prix au retour à l'activité. Le but principal des réformes Hartz est de créer un nouveau secteur d'emplois tertiaires peu payés pour des salariés faiblement qualifiés afin de

réintégrer les chômeurs dans le marché du travail, en parallèle on a durci les conditions d'indemnisation du chômage. Mais vous avez raison, il y a un coût social. Si le chômage en Allemagne est passé de 12% à 8,2% entre 2005 et début 2010, la situation sociale a connu une dégradation. Les « minijobs » ont entraîné une augmentation du nombre de «travailleurs pauvres» parmi les Allemands les moins qualifiés. En résumé, les lois Hartz ont donc permis de faire descendre le taux de chômage au prix d'un accroissement de la précarité.

PB : Que pensez des revendications allemandes concernant la rigueur et le gouvernement économique européen ?

J.-F. C. : Derrière les réticences de Mme Merkel à l'instauration d'une gouvernance européenne, il y a d'abord un déficit de confiance à l'égard des 26 autres états membres dont nous faisons partie. L'Allemagne a renoncé au Deutsche Mark pour marquer sa reconnaissance à l'égard d'une Europe qui a aidé à financer par des taux de déficits élevés la réunification. Ils sont entrés dans l'Euro sans avoir suffisamment ficelé le pacte de stabilité européen et payent aujourd'hui pour les pays défaillants... et un peu fraudeurs. Mais nous ne pouvons pas le faire éternellement. Si les pays s'inscrivent dans une démarche de rigueur, cela a du sens de continuer de vivre ensemble, sinon c'est la politique du chacun pour soi en matière d'économie, alors il n'y a pas de raison que nous ayons la même monnaie. J'entends parfaitement ce discours.

Encadrés :

Jean-François Copé est le chef du groupe parlementaire UMP et député du département de Seine-et-Marne (Ile-de-France). Auparavant il fut secrétaire d'Etat, ministre et porte-parole dans les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin. **Copé** a appelé à de nombreux projets pour la coopération franco-allemande tant au sein de son parti qu'avec son think tank "Génération France".

Génération France

Le club Génération France est le premier think tank d'un parti conservateur en France. Il a été fondé par **Jean-François Copé** (UMP). Des politiciens de toutes tendances sont régulièrement invités pour discuter entre eux. Le but du club est de développer de nouvelles idées

et méthodes politiques. Il est en relation avec des institutions internationales telles la Konrad Adenauer Stiftung et le Hudson Institute, un des plus gros think tanks en Amérique.